

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PREFECTURE  
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des Procédures Environnementales et Foncières  
Installation classée pour la protection de l'environnement

**ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE**

Société METABIO ENERGIES  
Combrée  
OMBREE D'ANJOU

DIDD-2018- n° 297

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**ARRETE**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L 172-1, L. 511-1 et L 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DDID-2010-n° 443 en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010, autorisant la société SAS MEAT BIO ENERGIES à exploiter une unité de méthanisation, compostage et fabrication d'amendements organiques, installée Zone d'Activités de Bel-Air - Bel-Air de Combrée sur le territoire de la commune à Ombrée d'Anjou (49 420) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement DDID-2015-n° 390 en date du 27 octobre 2015, autorisant la société SAS MEAT BIO ENERGIES à poursuivre et étendre son exploitation en installant un second moteur de cogénération Zone d'Activités de Bel-Air - Bel-Air de Combrée sur le territoire de la commune à Ombrée d'Anjou (49 420) ;

**Vu** l'article 5.1.6 de l'arrêté d'autorisation précité qui définit les aires de travail et prévoit que tout bâtiment abritant des déchets potentiellement odorants ou fortement évolutifs est fermé, muni de portes escamotables normalement fermées – elles ne restent ouvertes que le temps de passage – maintenu sous dépression ;

**Vu** l'article 3.2.1 de l'arrêté d'autorisation précité qui prévoit que l'organisation du travail et les équipements des ouvrants doivent permettre de minimiser les temps d'ouverture des zones ou locaux émetteurs d'odeurs ;

**Vu** l'article 8.3 de l'arrêté d'autorisation précité qui prévoit que tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit ;

**Vu** L'article 5.1.6 de l'arrêté d'autorisation précité qui prescrit également que les aires accueillant des déchets sont imperméabilisées et équipées de façon à recueillir les eaux de ruissellement ayant transité et les jus de toute nature ;

**Vu** l'article 5.2.3 de l'arrêté d'autorisation précité qui prescrit que les déchets doivent être entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ;

**Vu** l'article 7.3.3 de l'arrêté d'autorisation précité qui prescrit, pour la réception des déchets pulvérulents et odorants et évolutifs et pour le stockage des produits conditionnés, que la gestion des lots doit s'effectuer de manière à limiter le temps de séjour des déchets à 2 semaines maximum ;

**Vu** l'article 8.1 de l'arrêté d'autorisation précité qui prescrit que le broyage des déchets verts est réalisé sous le bâtiment de stockage des déchets verts ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 juillet 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant, formulées par courrier en date du 31 juillet 2018;

**Considérant** que lors de la visite en date du 9 juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- une partie des déchets verts est stockée sur la plateforme extérieure.
- des matières fortement évolutives, dont des matières destinées à être déconditionnées sont stockées à l'extérieur. Des stockages de matières pulvérulentes (poudre de lait notamment) dans des sacs en mauvais état sont également constatés.
- Des déchets destinés au compostage et à la méthanisation sont stockés sur la même aire extérieure, alors que les déchets destinés à être déconditionnés fortement évolutifs et odorants doivent être déchargés et déconditionnés dans le bâtiment dédié.
- Les aires de stockage des déchets ne sont pas en rétention alors qu'elles accueillent des déchets liquides.
- dans et en dehors du bâtiment de déconditionnement, sont constatés des stockages datant de plusieurs mois et en mauvais état (conteneurs gonflés, sacs éventrés, boîtes de conserve fuyardes).
- des opérations de broyage des déchets verts sont effectuées à l'extérieur.

- la porte en entrée de la zone compostage reste ouverte en permanence compte tenu de la fréquence de passage des engins. (porte manuelle).

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5.1.6, 8.3, 5.2.3, 7.3.3, 3.2.1, 8.1 de l'arrêté d'autorisation du 1<sup>er</sup> septembre 2010 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS META BIO ENERGIES de respecter les prescriptions des articles 5.1.6, 8.3, 5.2.3, 7.3.3, 3.2.1, 8.1, 3.3 de l'arrêté d'autorisation du 1<sup>er</sup> septembre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire

## **ARRETE**

**Article 1** – La société SAS META BIO ENERGIES est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des articles 5.1.6 (2<sup>ème</sup> alinéa) et 3.2.1 (4<sup>ème</sup> alinéa) dans un délai de 1 jour en maintenant fermées les portes des bâtiments abritant des déchets potentiellement odorants ou fortement évolutifs
- de l'article 8.3 dans un délai de 5 jours en n'entreposant pas à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutive
- de l'article 8.1 (2<sup>ème</sup> alinéa) dans un délai de 5 jours en réalisant les opérations de broyage des produits odorants et des déchets verts dans les bâtiments
- des articles 5.2.3 et 5.1.6 (alinéas 1 et 6) dans un délai de 5 jours en stockant les déchets dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution
- de l'article 7.3.3 dans un délai de 2 semaines en gérant les lots de manière à limiter les temps de séjour à 2 semaines pour les déchets pulvérulents, et odorants et évolutifs et les produits conditionnés.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3** – En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

**Article 4** – **Publicité et exécution**

**Article 4-1** Une copie du présent arrêté sera remise à la société SAS METABIO ENERGIES.

**Article 4-2** – Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'OMBREE D'ANJOU et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'OMBREE D'ANJOU et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

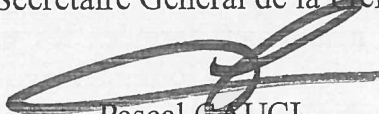
Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Il peut être consulté à la préfecture de Maine-et-Loire, à la sous-préfecture de SEGRE EN ANJOU BLEU

**Article 4-3** – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de SEGRE EN ANJOU BLEU, le maire d'OMBREE D'ANJOU, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 18 AOUT 2018

Pour le Préfet absent,  
le Secrétaire Général de la Préfecture



Pascal GAUCI

***Délais et voies de recours :***

*Le présent arrêté peut-être contesté par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.*